

M. GREEN: Au sujet des demandes de passeports, je prie le secrétariat des Affaires extérieures de songer à permettre à d'autres hauts fonctionnaires ou à d'autres personnes d'accepter la déclaration exigée par la formule. Actuellement cette déclaration ne peut être reçue ni par un juge de paix ni par un membre du Parlement et il semble qu'on éviterait beaucoup d'inconvénients si d'autres pouvaient exercer ce droit.

Le très hon. MACKENZIE KING: Tout ce que je puis dire c'est que la proposition semble raisonnable, que je l'examinerai pour voir quelle disposition serait possible dans ce sens.

M. GREEN: Je ferai observer, sur cette question des passeports, que plusieurs Canadiens des provinces de l'Ouest doivent se procurer des passeports pour revenir par les Etats-Unis, condition qui a remis au premier plan l'achèvement de la route transcanadienne. Au risque d'enfreindre quelque peu le règlement je demande au premier ministre de nous faire une déclaration sur la situation actuelle de cette route. Il y a un mois ou deux on achevait le tronçon dit Big Bend, en Colombie-Britannique, et il ne reste plus à compléter qu'une distance de 135 à 150 milles dans le nord de l'Ontario. Les journaux ont fait dire il y a un mois environ au sous-ministre de la Voirie en Ontario qu'il n'y avait aucune chance de faire construire ce tronçon de route avant la fin des hostilités, que cette construction comporterait une dépense de 5 à 6 millions de dollars, qu'il y avait de la main-d'œuvre étrangère pour aider à l'exécution des travaux, mais qu'il croyait impossible la poursuite de cette entreprise pour le moment. L'achèvement de la route rendrait de très précieux services de plus d'une façon. Les touristes nous visiteraient en bien plus grand nombre, les Canadiens pourraient voyager en automobile d'un littoral à l'autre, les jeunes gens inaptes au service militaire y trouveraient un emploi, la main-d'œuvre étrangère pourrait être utilisée et elle serait d'importance vitale pour la défense nationale.

Comme il ne reste à achever qu'une partie assez courte de cette route je prie instamment le premier ministre d'y voir immédiatement. J'ai confiance que le Canada en bénéficierait.

Le très hon. MACKENZIE KING: Si ma mémoire ne me fait défaut, il ne s'est guère passé de mois sans que le conseil des ministres ne parle de la question, d'une façon ou de l'autre. On examinait surtout les dépenses relatives du projet et ce que commandait la sagesse dans le moment. Il

s'agissait d'y faire travailler les internés en certaines occasions et, en d'autres, les chômeurs. Chaque fois que l'affaire est venue sur le tapis, il s'est présenté quelque raison de ne pas agir à tel moment ou dans tel sens, mais l'honorable député peut être assuré que c'est le désir du Gouvernement de faire achever cette route, et qu'il se propose d'y pousser les travaux à la lumière des circonstances.

M. ADAMSON: Ne pourrait-on pas y faire travailler les prisonniers de guerre?

Le très hon. MACKENZIE KING: La question est à l'étude. Je crois qu'il faut plus ou moins tenir compte du traitement que reçoivent dans d'autres pays les prisonniers de guerre d'origine britannique: les facteurs de cette sorte influent sur les actes qu'il importe de poser ici.

M. GREEN: Mais il en serait autrement pour les sujets de pays ennemis internés au Canada. On pourrait les faire travailler, n'est-ce pas?

Le très hon. MACKENZIE KING: Je ne voudrais pas me prononcer tout de suite sur ce point. La question est à l'étude, mais je ne saurais dire pour le moment avec quels résultats pratiques. Toutefois, s'il était possible d'occuper les chômeurs, internés ou non, il conviendrait de les occuper de cette façon.

M. JOHNSTON (Bow-River): La question est d'importance, actuellement. Il est inutile de dire avec calme que le National-Canadien ou le Pacifique-Canadien ne courent aucun danger de sabotage.

Ce serait un acte de sabotage facile pour les communistes ou pour les gens de la cinquième colonne de faire sauter l'un ou l'autre des chemins de fer ou peut-être les deux, et en ce cas il y aurait interruption des communications entre l'Est et l'Ouest canadiens. Le travail serait retardé quelque temps jusqu'à la réparation des voies ferrées. D'autre part, si la grande route était parachevée la cinquième colonne ne pourrait pour ainsi dire rien faire pour séparer l'Est de l'Ouest. En outre, cela nous vaudrait quelques économies, parce que tous les honorables députés qui veulent retourner chez eux en auto, à la fin de la session, doivent passer pas les Etats-Unis, tandis qu'il serait préférable de faire tout le voyage en territoire canadien. Il leur en coûterait bien moins cher et cela raccourcirait le trajet. Actuellement, il faut franchir 3,000 milles pour se rendre en Alberta. Encore une fois, cela épargnerait du numéraire étranger, sans compter de l'urgence qu'il y a de terminer la route.

M. HAZEN: Permettez-moi de poser une question au premier ministre. Peu de temps